

# Marie-Martine Schyns

## «Le Pacte d'excellence doit être inscrit dans la neutralité budgétaire»

### LES PHRASES CLÉS

«Le Pacte d'excellence pour l'enseignement **ne doit pas plomber davantage les finances** de la Communauté

française: **on va étaler les mesures dans le temps.**»

«Certaines mesures font consensus comme le **tronc commun jusque 15 ans**, d'autres, comme les **rythmes**

**scolaires, doivent encore être tranchées.**»

«**Deux nouvelles écoles de 600 places** vont être ouvertes dans le **nord-ouest de Bruxelles.**»

### INTERVIEW MARTIN BUXANT

**L**es cartables sont (quasiment) bouclés, ce soir, on va dormir tôt. Cette fois, ça y est, demain matin, c'est la rentrée des classes. Marie-Martine Schyns (cdH), sainte patronne des enseignants – pardon, ministre de l'Enseignement –, nous livre ses priorités pour l'année académique qui s'ouvre.

#### Quelle est la priorité des priorités pour vous cette année?

Le Pacte d'excellence. On veut absolument améliorer la qualité de l'enseignement et faire en sorte que tous les élèves puissent l'atteindre...

#### Holà! C'est du nivellement par le bas, ça...

Non. On élève la barre du saut en hauteur mais on donne les outils aux entraîneurs – pour utiliser une image olympique – afin que tous les élèves puissent franchir ladite barre...

#### On parle du Pacte d'excellence depuis tellement longtemps que dans l'esprit des gens c'est devenu l'Arlésienne. Il atterrit quand votre Pacte?

Je ne sais pas si le terme «atterrissage» est le bon. On a mis tous les acteurs autour de la table, de manière inclusive. Ensuite, on travaille sur du long terme, c'est très important que le grand public le comprenne. Tous les pays qui ont réussi la transformation de leur enseignement ont inscrit cela dans la durée.

#### Quels pays?

La Finlande, par exemple. Ou encore, plus récemment, la Pologne. On pose des choix et ce n'est pas parce que la législature se termine que ces choix sont remis en cause.

#### Donc, il vous faut dix ans pour votre réforme?

Et encore, dix ans, c'est court. Mais les choix décisifs vont être opérés cet automne.

#### Si vous voulez éviter que les choix du Pacte soient remis en cause par un nouveau gouvernement, il faut associer l'opposition...

Voilà précisément pourquoi on travaille avec le Parlement. On doit travailler dans la cohésion avec tous les acteurs. En fait, ce n'est pas le Pacte de la ministre de l'Enseignement ni de ce gouvernement: c'est le Pacte des enseignants, des directeurs, de toute la société. Il faut que tout le monde y adhère. On va mettre en place des ateliers pédagogiques pour que les enseignants continuent à donner leur avis. Les choix sont validés en commission parlementaire, ce qui va faire plaisir à l'opposition. Le temps politique n'est pas le temps du Pacte. On ne veut pas que tout saute en 2019.

#### Certaines mesures proposées dans le Pacte font polémique: les rythmes scolaires, le non-redoublement, etc. Vous pourriez ne pas les mettre en œuvre?

Le renforcement des maternelles, le tronc commun entre 3 et 15 ans, le non-redoublement... On a des accords clairs, je vois mal comment remettre cela en cause.

#### Le non-redoublement, c'est pour faire des économies?

Pas du tout, ce n'est pas une économie.

#### Les rythmes scolaires continuent de faire débat...

Oui, et ce n'est pas blanc ou noir. On sait que l'allongement a un impact sur les familles et donc, on attend une étude plus complète. On n'est pas forcé d'aller à l'école jusqu'à 17h30. On peut rallonger d'une heure jusqu'à 16h30 et mettre dans cette heure-là des activités extrascolaires ou une plage pour les devoirs. On doit voir ce que cela coûte.

#### Justement, avez-vous une idée de ce que va coûter le Pacte d'excellence dans son ensemble?

On est conscient que la marge budgétaire de la Communauté française, comme pour les autres entités d'ailleurs, est très faible. On doit travailler dans une neutralité budgétaire. On ne veut pas faire d'économie sur l'enseignement, c'est très clair, mais on inscrit le Pacte d'excellence dans une neutralité budgétaire, c'est notre objectif.

#### Comment allez-vous procéder pour que

#### cette réforme ne coûte rien?

On va la phaser, on va l'étaler dans le temps, établir des priorités dans les mesures.

#### Le consultant McKinsey pilote la réforme de l'enseignement. Ça ne vous dérange pas de laisser un enjeu aussi fondamental entre les mains d'un opérateur privé pas spécialement connu pour son sens de la philanthropie?

Je corrige: McKinsey a des équipes qui nous aident à prendre des décisions.

#### Vous n'avez pas ce personnel dans votre administration?

Elles se basent sur des chiffres de l'administration, mais elles ont des modèles puisqu'elles ont déjà fait cela pour d'autres pays. Elles font un travail efficace et de soutien, et elles ne décident rien du tout.

#### Elles influencent quand même les décisions...

Non. McKinsey ne chiffre que ce qu'on lui demande de chiffrer.

#### Qui paye le travail de McKinsey?

Une fondation privée.

#### Mais c'est AB InBev qui est derrière cette fondation...

Pas uniquement. Ni moi ni Joëlle Milquet ne les avons rencontrés, ils n'influencent pas nos décisions. Il n'y a pas de contact entre les mécènes et le groupe central du Pacte d'excellence. Les mécènes paient McKinsey, c'est tout.

#### C'est aussi la grande rentrée pour les cours de citoyenneté...

Effectivement, on va y voir clair cette année. Il y aura dans l'officiel une ou deux heures de cours de citoyenneté par semaine. L'organisation n'est pas facile. Le réseau libre va aussi avoir le même enseignement mais dispatché dans différents cours.

#### On va parler des valeurs dans ce cours?

Le cours de citoyenneté ne va pas empêcher des attentats, ça participe juste au vivre ensemble. L'ensemble des élèves sera rassemblé, ce sont les valeurs qu'on veut défendre.

#### Le burkini, ça vous inquiète?

Je pense que c'est un faux débat. Même Charles Michel dit qu'on ne sait pas distinguer le burkini d'une combinaison de plongée. Il n'a pas tort. C'est un débat qui stigmatise et ce n'est pas le genre de débat qu'il faut pour l'école.

**On devait avoir une réforme du décret Inscription cet automne. Où en êtes-vous?**

Je n'ai jamais parlé de l'automne, on doit encore voir quoi faire. Le décret n'est pas le problème, c'est le manque de place dans certaines écoles qui est le problème. On doit créer des places qui répondent aux besoins des parents.

**Comment sortir de là?**

On a imaginé de nouvelles écoles à Bruxelles, avec des pouvoirs organisateurs mixtes, qui répondront aux attentes des parents. On en est au stade de l'achat de deux bâtiments scolaires à Molenbeek, dont l'un à la frontière avec Jette, où l'on va développer des écoles.

**C'est à long terme, ça...**

Non, à très court terme. Ils pourront accueillir chacun jusqu'à 600 élèves. On travaille avec le réseau libre non confessionnel, ce sera donc aussi de la pédagogie active, du type Decroly. On peut être prêt en un an. Mais il est clair que cela peut aider car la tension est énorme dans certaines communes

bruxelloises où l'on manque de places. La tension est fort présente dans le nord-ouest de Bruxelles, vers Jette, également. Un nouveau projet, avec un nouveau PO, cela va attirer des gens non seulement de Berchem et de Molenbeek mais aussi de Jette ou Ganshoren.

**Fusionner les réseaux d'enseignement, cela aiderait-il à gagner en efficacité?**

Rien qu'au niveau du rachat des bâtiments du libre, cela coûterait entre 7 et 10 milliards d'euros, cela clôt le débat. On doit plutôt travailler avec des passerelles entre les réseaux; on peut accroître la mobilité des enseignants et des directeurs. Il y a moyen de rationaliser sans fusionner les réseaux.